

SAUVONS L'ATMOSPHÈRE TERRESTRE

*Rapport intérimaire sur la stratégie complexe et les jeux
d'influence politiques que cache l'effort international entrepris
pour sauver l'atmosphère.*

PAR DAVID RUNNALLS

LES POLLUANTS RÉSULTANT D'ACTIVITÉS HUMAINES, DE L'UTILISATION INEFFICACE ET EXCESSIVE
DE COMBUSTIBLES FOSSILES ET DES EFFETS DE LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE RAPIDE
SONT EN TRAIN DE TRANSFORMER L'ATMOSPHÈRE TERRESTRE À UNE VITESSE INOÛÏE. CES
CHANGEMENTS FONT PESER UNE LOURDE MENACE SUR LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE ET ILS ONT
DÉJÀ DES RÉPERCUSSIONS NOCIVES DANS BEAUCOUP D'ENDROITS DE LA PLANÈTE.

CES PAROLES ALARMANTES, LE LECTEUR S'EN souvient peut-être, ont été prononcées dans la déclaration de la Conférence sur les changements atmosphériques, organisée à Toronto par le gouvernement canadien aussitôt après le sommet économique de 1988. Quelque 300 éminents scientifiques, hommes et femmes politiques réunis pour parler sérieusement des incidences de changements dans le climat terrestre ont décidé de «damer le pion» à *Greenpeace*.

Mais le remarquable consensus qui s'est dessiné à la Conférence de Toronto n'est-il pas en train de s'effilocheur ? Il se passe à peine une journée sans qu'un nouveau groupe de chercheurs affirme que la planète ne s'est pas réchauffée, ou qu'une étude exotique des glaces antarctiques ou des données recueillies par télédétection remet en question les hypothèses de base. Les politiciens qui souhaitent ne rien faire, ou pas grand-chose, du moins pas tant que l'échéance des élections prévues en 1992 dans plusieurs pays occidentaux industrialisés ne sera pas passée, tirent partie de ces controverses.

Le vieux slogan américain qui veut qu'on ne bouge pas tant que la recherche n'en dit pas plus long sur le problème et qui a rendu si vaines les actions contre les pluies acides s'est de nouveau fait entendre, cette fois dans la bouche de M. John Sununu, chef de Cabinet de la Maison-Blanche. À l'une des réunions d'information qui accompagnaient le sommet économique de Houston, il a même repris une autre des blagues éculées de la présidence Reagan, celle que, dans le service de presse de la Maison-Blanche, on appelle la théorie de «l'arbre tueur», d'après la fameuse idée de Reagan selon laquelle ce sont les arbres qui polluent.

Mais lorsque le rideau retombe sur les débats scientifiques, une observation essentielle reste incontestée. Selon les propres termes du climatologue américain Stephen Schneider, qui témoignait au début de l'année devant huit commissions parlementaires réunies pour la toute première fois

en session mixte : «... alors qu'il demeure une incertitude légitime, qui persistera des dizaines d'années encore, quant aux lieux et aux moments où les changements se produiront, la grande majorité des spécialistes responsables pensent que la probabilité de changement est importante.» Cette opinion a été renforcée par le rapport récent du Groupe intergouvernemental sur le changement climatique (GICC). Le GICC représente un consensus de quelques-unes des sommités scientifiques mondiales, qui ont conclu que les gaz à effet dit de serre, si l'on n'y fait rien, entraîneront d'ici la fin du siècle prochain une hausse moyenne de la température terrestre pouvant atteindre trois degrés Celsius et une montée du niveau des océans de soixante-quinze centimètres.

LES ENVIRONNEMENTALISTES NOUS ONT DEPUIS longtemps habitués à qualifier les problèmes de «planétaires», parfois avec une exactitude dont il est permis de douter. Mais le changement climatique est une question qui regarde vraiment le monde entier. Causé par nous tous et nous touchant tous, il présente deux aspects. D'abord, la mince couche d'ozone qui nous protège des rayons solaires ultra-violetes les plus dangereux est détruite par l'émission de chlorofluorocarbones (CFC), que l'on prenait jadis pour des produits chimiques inoffensifs utilisés pour la réfrigération, pour gonfler les mousses isolantes et comme solvants dans l'industrie électronique. Si l'on ne la maîtrise pas rapidement, cette dégradation de la couche d'ozone conduira à une forte augmentation du nombre des cancers de la peau (augmentation à laquelle on assiste déjà) et à une baisse des rendements agricoles, et elle aura des incidences sur le système immunitaire humain, ce qui est sans doute plus inquiétant.

Ensuite, l'émission de gaz carbonique (CO₂) et d'autres gaz responsables de l'effet de serre risque de bouleverser le climat terrestre de manières que l'on ne peut prédire précisément. Néanmoins, à en croire les participants de la Conférence de Toronto : «Ces changements clima-

tiques considérables seraient suffisamment perturbateurs pour qu'aucun pays n'y trouve avantage.» Les pays pauvres du tiers-monde, qui sont les moins aptes à résister, s'en sortiront probablement très mal, quand leurs régions agricoles déjà fragiles seront frappées par les changements dans la configuration des pluies et dans les saisons de croissance ou quand de larges portions des régions côtières où ils ont investi dans des infrastructures et des industries précieuses seront menacées par l'inondation. Étant donné que les populations continuent de croître et que le climat commence à changer, le monde se disputera sûrement de plus en plus ses richesses, et les différends qui, aujourd'hui, éclatent au Moyen-Orient sur des ressources en eau, ou encore les marées de réfugiés environnementaux qui déferlent déjà sur des parties de l'Afrique, deviendront routiniers.

Si les conséquences du changement climatique sont planétaires, ses causes le sont aussi. L'immense majorité des gaz de l'effet de serre résultant du développement (c.-à-d. de l'industrialisation) sont émis par les pays développés. À eux seuls, les États-Unis engendrent environ 20 p. 100 des gaz à effet de serre. Le reste des pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) représentent 20 p. 100, tandis que l'Europe de l'Est et l'Union soviétique y vont d'un autre cinquième encore. Quant à eux, les pays du tiers-monde ne sont pas exonérés de tous blâmes. Si l'on additionne toutes les émissions de gaz causant l'effet de serre (y compris celles résultant du déboisement et du développement agricole), le Brésil, la Chine et l'Inde occupent respectivement les troisième, quatrième et cinquième rangs dans le peloton de tête des producteurs.

ON S'ACCORDE À DIRE QUE, DANS UNE PREMIÈRE étape, la lutte contre le changement climatique doit consister à éliminer la production et l'utilisation de CFC. Non seulement ils endommagent la couche d'ozone, mais ils comptent aussi parmi les plus puissants des gaz de l'effet de serre et, pour les pays industrialisés, ils représentent le tiers des émissions de ces gaz. On a déjà bien progressé dans ce domaine; c'est d'ailleurs le Canada qui a ouvert le débat sur cette question en 1987, en organisant la réunion qui a abouti au Protocole de Montréal. Cet accord demandait que l'on cesse de produire des CFC d'ici la fin du siècle. Avant même que l'encre en soit sèche, il apparaissait déjà qu'il était insuffisant. Le trou dans